



L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution ! #45 novembre 2015

1€



NOS VIES VALENT PLUS QUE LEURS CHEMISES

DOSSIER

**FACE À
L'IMPÉRIALISME**
Les peuples en lutte !

FORMATION

**RÉCHAUFFEMENT
CLIMATIQUE**
Comment l'arrêter ?



**NPA
JEUNES**

★ Édito ★

Nos vies valent plus que leurs chemises

Depuis plusieurs semaines, les salariés d'Air France nous ont donné une véritable bouffée d'air. Les principaux médias ont été obligés de mettre à la une de l'actualité des salariés en luttés qui n'hésitent pas à arracher les chemises de leurs patrons. Comme on pouvait s'y attendre, des présentateurs-télé en passant par l'ensemble de la classe politique jusqu'aux hauts magistrats de justice, tous se sont rangés du côté des dirigeants de Air France en traitant de «voyous» et de «casseurs» les salariés en luttés. A l'exact opposé, notre solidarité se dirige vers les travailleurs qui se battent contre la violence sociale du patronat, quel que soit leur moyen d'action.

Soutien inconditionnel aux travailleurs de Air France

Les salariés de Air France se battent actuellement contre un nouveau plan de suppression d'emplois. Il faut rappeler qu'en 2011, l'entreprise avait déjà imposé des milliers de départs volontaires non remplacés, conduisant inexorablement à une augmentation de la charge de travail. Ce plan social avait aussi provoqué un blocage des salaires pour 4 ans et la perte de l'ancienneté pour les jeunes. Entre 2012 et 2014, les 10 plus hauts dirigeants de Air France augmentaient eux leur salaire de 19 %. Alors quand la direction a annoncé un nouveau plan de suppression d'emplois, la colère s'est exprimée largement chez les travailleurs. Le lundi 5 octobre, un rassemblement regroupait 3 000 salariés de toutes les catégories, des pilotes jusqu'aux manutentionnaires qui travaillent au sol, devant le comité d'entreprise. C'est durant cette manifestation que plusieurs cadres de l'entreprise, qui ont refusé de répondre aux questions des salariés, se sont fait bousculer et ont perdu leur chemise. Les travailleurs de Air France ont pleinement raison de lutter, quel que soit leur moyen d'action, car la vraie violence c'est celle qu'exerce le patronat en mettant des centaines de salariés à la rue.

Mobilisons-nous massivement contre la répression

La lutte contre le plan social se couple maintenant avec la bataille contre la répression. La direction de Air France, main dans la main avec le gouvernement, a décidé de faire un exemple, en réprimant sévèrement les manifestants. Le 12 octobre, six salariés ont vu la police débarquer chez eux et se sont fait embarquer devant leur famille pour être mis 48 h en garde à vue. Ils sont maintenant en attente de leur procès et risquent plusieurs années de prison ferme pour une chemise. Face à ce déchaînement de haine pour briser toute résistance, il faut faire un contre-exemple en montrant que lorsqu'on s'attaque à un seul travailleur, c'est toute la population qui réagit dans les entreprises, les facs et les lycées. Des rassemblements de solidarité ont déjà réuni près de 7000 travailleurs à Paris et plusieurs centaines en province. Il faut amplifier la mobilisation jusqu'à l'arrêt complet des poursuites judiciaires et la réintégration de tous les salariés à leur poste. Le procès qui commence le 2 décembre doit être l'occasion d'une mobilisation générale en France.

Un conflit qui vient révéler la lutte de classe en France, tous ensemble vers la grève générale !

Des milliers de salariés et de jeunes se sont sentis solidaires des travailleurs de chez Air France car ils vivent la même situation: les patrons cherchent partout à pressurer les salariés en prétextant à chaque fois que les caisses sont vides, alors qu'au même moment, les profits coulent à flots dans leur poche. Dans cette situation, une vague de grèves et de luttés traversent le pays: un recensement militant en a compté 2064 entre le 1er septembre et le 15 octobre! La lutte des travailleurs de chez Air France donne l'occasion de visibiliser toutes ces mobilisations et de se fixer comme objectif de les faire converger vers un même mouvement d'ensemble, une grève générale qui pourrait faire reculer le patronat et le gouvernement Hollande à son service!

Racisme d'Etat : un projet de loi dans la continuité de Guéant, Sarkozy...

«En octobre 2015 le Sénat a voté le projet de loi visant à réformer le Code d'Entrée et de Séjour des Etrangers et des Demandeurs d'Asile. Dans un contexte marqué par les flux migratoires engendrés par les exactions des puissances occidentales en Afrique et au Moyen-Orient, le gouvernement a fait voter un projet de loi qui assume la continuité politique des Sarkozy, Hortefeux, Guéant dans la mise en place d'un dispositif juridique visant sélectionner les migrants et discriminer de façon encore plus accrues les immigrés.

Une immigration toujours plus triée sur le volet.

Sous couvert d'une mesure « progressiste » avec la mise en place d'une carte pluriannuelle permettant de résider sur le territoire durant 4 ans, le gouvernement a en réalité renforcé les mesures de sélections. Cette carte délivrée selon le bon vouloir des préfets met de côté les immigrés qui n'auraient pas fait preuve de « sérieux », autrement dit les immigrés précaires travailleurs intérimaires ou les femmes au foyer. Cette carte ne s'applique pas non plus aux immigrés souhaitant être régularisé par leur vie familiale.

Toujours plus de contrôle, de répression pour toujours moins de justice !

Désormais, à tout moment, les préfets pourront pratiquer des

contrôles pour observer si les conditions prévues par le titre de séjour sont toujours garanties. Les délais de recours, en cas de refus de renouvellement de titre de séjour ou de délivrance d'une Obligation de Quitter le Territoire Français (OQTF), passeront d'un moi à une semaine. Enfin le droit d'asile peut être retiré à un réfugié si il nuit à l'ordre public. Autrement dit si prend part à la mobilisation pour l'accueil des migrants, il se voit déchu de ses droits

Alors que « Le Monde » a publié un rapport de l'INSEE montrant que le solde migratoire demeurait stable loin des préjugés de tout les racistes qui gouvernement l'Etat français, le gouvernement décide de durcir encore plus sa politique en matière d'immigration.

Pour les étudiants, le mythe du titre pluriannuel de séjour s'est volatilisé en une fraction de seconde, il faudrait avoir un CDI pour faire valoir ce droit... À un moment où ce contrat est de plus en plus rare sur le monde du travail, encore plus quand on est étrangers. Pire encore, le gouvernement s'est lancé dans la traque aux étudiants sans papiers en envoyant des OQTF à une série d'étudiant et même de lycéen.

Plus que jamais mobilisons nous partout dans nos lycées, sur nos facs, et nos quartiers pour les droits des jeunes scolarisés immigrés, pour la régularisation de tout les sans papiers et l'ouverture des frontières !

Gaël (Tolbiac)



Les violences faites aux femmes c'est toute l'année, la lutte féministe aussi !

Le 25 novembre est la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes. C'est l'occasion de rendre visibles ces violences et ces meurtres qui restent largement invisibles et impunis, mais la lutte contre l'oppression des femmes ne peut pas se limiter à une marche symbolique.

Les violences conjugales représentent actuellement l'une des premières causes de mort violente en France : les meurtres d'une femme par son conjoint et les meurtres associés (meurtre des enfants du couple ou d'une personne cherchant à s'interposer) totalisent 30 % des assassinats commis dans le pays. Des chiffres qui contrastent avec le tabou et l'invisibilité de la violence

conjugale. Les violences sexistes en général ont un caractère massif dans la vie des femmes : une femme sur cinq a subi au moins une fois dans sa vie une violence sexuelle (attouchements forcés, tentative de rapports forcés ou rapports forcés) et 6,8 % au moins un viol (ces proportions sont respectivement de 6,8 % et de 1,2 % pour les hommes). Loin de l'image du violeur-inconnu-surgissant-dans-la-nuit, la très grande majorité (80%) des viols sont le fait d'homme proches et connus des victimes : conjoint, ami, père, cousin etc.

Les violences sexistes, de l'insulte au harcèlement, du viol à l'assassinat, ne sont pas le fait de quelques individus « dérangés » ou « pervers » : elles sont le

fruit d'une société patriarcale, qui opprime les femmes mais aussi les personnes LGBT et les personnes racisées. Des lois existent, mais elles sont trop peu souvent appliquées par une justice elle-même sexiste (et raciste). Lutter contre les violences implique de lutter de manière générale contre l'oppression et l'exploitation : comment une femme sans-papier peut-elle porter plainte pour viol alors qu'elle risque d'être expulsée? Comment une femme qui gagne un salaire de misère peut-elle se séparer d'un conjoint violent ? Contre les violences sexistes, c'est toute la société qu'il faut transformer.

Tiziana Loup



L'Europe se ferme pour les réfugiés

Depuis plusieurs semaines, des milliers de migrants tentent de fuir leur pays et d'entrer en Europe par tous les moyens possibles. En août, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) estimait que 224 000 réfugiés étaient arrivés en Europe par la Méditerranée depuis janvier, dont près de 124 000 par la Grèce, un chiffre multiplié par sept par rapport à 2014. Parmi eux, plus de 2 300 ont perdu la vie avant même de toucher le sol européen.

Nos dirigeants européens ont une responsabilité dans ces morts. Après avoir piller les ressources des pays d'où viennent les migrants, ils les accueillent avec des frontières renforcées de barbelés, des matraques et des contrôles incessants.

L'Europe policière aux frontières renforcées et barbelées

Les migrants ne sont pas considérés comme les bienvenus par les dirigeants européens. L'Europe est devenue une véritable forteresse aux moyens de contrôles considérables. A commencer par Frontex, l'agence de surveillance des frontières européennes, dont le budget est passé de 6 millions d'euros en 2005 à 114 millions en 2015. Véritable militarisation des frontières, Frontex dispose de plus de 40 hélicoptères et avions, d'une flotte de plus de 110 navires et de très nombreux radars, caméras et autres sondes. Avec des moyens colossaux Frontex n'a surement pas empêché les naufrages de Lampedusa en octobre 2013, ou ceux d'avril 2015 qui firent plus de 1200 morts.

Une fois sur le sol européen, les migrants n'échappent pas aux pratiques racistes et brutales des États. En Hongrie par exemple, après avoir fermé la frontière serbo-hongroise par un mur de barbelés et dit que l'Europe était «submergée» par les migrants constituant un «danger» pour le «mode de vie» européen, Viktor Orbán vient d'autoriser l'armée hongroise à tirer à balles réelles sur les migrants. A la frontière franco-italienne, dans la petite ville de Garavan, les contrôles aux faciès dans les trains sont quotidiens, dans

l'objectif de refouler tous les sans papiers. La police aux frontières parcourt les wagons et contrôle systématiquement les passagers n'ayant pas la peau blanche. A Calais ce sont des patrouilles de police communes avec la police britannique qui sont mises en place pour empêcher les migrants de rejoindre le Royaume-Uni

Pour les migrants, une Europe de camps

En plus de subir les politiques répressives de l'Europe, les migrants se retrouvent parqués et regroupés dans de nombreux camps : en Hongrie, Grèce, Allemagne ou encore en France. Nous avons vu cet été les images de milliers de réfugiés syriens, afghans, irakiens ou somaliens, parqués dans des conditions inhumaines sur l'île grecque de Kos dans des stades, à même le sol. En Hongrie, le gouvernement réactionnaire de Viktor Orbán a décidé de parquer les migrants dans des camps n'ayant rien à envier aux camps de concentration. En Allemagne, après avoir accueilli des migrants pour servir les intérêts du patronat avide de mains d'œuvre surexploitable, qui manque dans le pays, la chancelière a finalement rétabli les contrôles aux frontières. Quant aux migrants déjà sur place, certains se sont même retrouvés placés dans les anciens camps de concentration nazis de Dachau et de Buchenwald !

En France aussi les migrants se retrouvent entassés dans les camps aux conditions déplorables. Sans aucun droit sur place, avec un repas par jour et une impossibilité de sortir, ils sont condamnés à attendre leur renvoi dans leur pays d'origine.

Des réponses existent

A la suite des expulsions et destructions à répétition des campements de migrants depuis juin, comme à La Chapelle dans le 18ème arrondissement de Paris, un mouvement de solidarité a vu le jour avec des échéances de rue comme le 4 octobre et des rassemblements dans plusieurs villes de France



Aujourd'hui, il existe largement de quoi loger les réfugiés et les sans-abris. Plus de 77 000 logements sociaux restent vides, 125 000 dans le parc privés sont inutilisés et souvent à des fins de malversation fiscale... L'Etat possède aujourd'hui 11 millions de m2 de locaux inoccupés. Il est donc largement possible d'accueillir et de loger tout le monde !

En ce qui concerne l'emploi, où on entend la petite chanson du vol de l'emploi se développer ; les constats sont les mêmes. Il est possible de répartir le travail entre toutes et tous, l'exemple le plus criant et que si nous répartissions les fortunes des 1% les plus riches ; tous les habitants de la planète seraient millionnaires. Le problème n'est donc pas la venue des réfugiés mais bien qui contrôle l'économie et fait régner la terreur sur le marché de l'emploi.

En Europe, la libre circulation ce n'est que pour les marchandises et les capitaux, au grand bonheur des patrons ; amplifions la mobilisation pour la régularisation, la liberté de circulation et d'installation de toutes et tous ! D'ores et déjà, une date de manifestation émerge autour du 15 novembre. Nous devons la préparer et descendre le plus massivement dans la rue !

Gwendal.S (Nanterre)

Merkel n'est pas l'amie des réfugiés

L'ouverture des frontières de l'Allemagne aux réfugiés a fait beaucoup de bruit début septembre dans les médias ; Angela Merkel se targuant même d'avoir été solidaire des migrants et posant tout sourire avec des réfugiés, notamment syriens, dans des foyers.

Pourtant comment expliquer que seulement deux semaines après, le 13 Septembre, le gouvernement allemand décide de fermer les frontières et même de durcir les contrôles ? Si il y a eu ouverture ce n'est en réalité pas par empathie pour les migrants et migrantes, c'est parce que les réfugiés sont pour les entreprises avant tout une main d'œuvre potentielle comme le soulignait le président de la chambre d'industrie et du commerce allemand : « je fais cela dans mon propre intérêt

car les entreprises allemandes dépendent d'experts venus de l'étranger ». Ils sont aussi un moyen de contrebalancer une population en baisse, et qu'ils représentent une main d'œuvre bon marché. Ce revirement montre donc que Merkel essaie seulement de profiter de l'élan de solidarité envers les migrants, l'Allemagne n'accueillant finalement que quelque dizaines de milliers de réfugiés pour des besoins économiques; quand un pays comme la Turquie en accueille des millions.

Il montre surtout que seuls les travailleurs sont capable de venir en aide aux réfugiés qui ne font que fuir la guerre et la misère de leurs pays, créées par ces mêmes gouvernements (servant là encore les intérêts d'entreprises).

PH (Lille)

Dassault: la guerre, des morts et une économie florissante

Depuis quelques années, plusieurs conflits font rage en Afrique ou au Moyen-Orient, avec des interventions directes ou indirectes des pays impérialistes, dont la France. C'est notamment le cas au Mali, en Centrafrique et maintenant en Syrie.

Mais tout ceci n'est que la face visible de l'iceberg. Ces dernières années nous avons pu voir le gouvernement français signer plusieurs gros contrats d'armement avec des pays d'Afrique et du Moyen-Orient. En outre, ces contrats permettent à Dassault de faire des bénéfices qui sont de 8 milliards d'euros pour 2014 et déjà 15 milliards d'euros en 2015. Nous avons vu, dernièrement le gouvernement français vendre des rafales, dont la fabrication est assurée par Dassault aviation, et des armes à des pays comme l'Egypte ou le Qatar. L'Egypte, qui depuis l'arrivée au pouvoir d'Al-

Sissi se sert de ces armes pour réprimer sa population. Mais le plus gros client français se trouve être l'Arabie Saoudite, pays qui impose, avec le Qatar, une domination régionale sur tout le Moyen-Orient avec notamment plusieurs interventions militaires au Yémen, dont la population s'est soulevée plusieurs fois contre la dictature au moment du printemps arabe, et qui mènent en ce moment, avec la coalition internationale, des bombardements en Syrie. De plus la France et l'Arabie Saoudite viennent de signer un contrat d'armement de 10 milliards d'euros.

Entre 2011 et 2014, les ventes d'armes de la France représentaient 25 milliards d'euros, la plaçant au 5ème rang des pays exportateur d'armes au monde.

Alex (Nanterre)

Tricher pour être écologique et vendre plus ? Volkswagen l'a tenté !

Le 20 septembre le scandale a explosé quand Volkswagen reconnaît avoir faussé les contrôles sur les émissions polluantes de ses véhicules. En effet, certaines voitures avaient des niveaux d'émissions jusqu'à 35 fois supérieurs à la normal. Ce sont 11 millions de véhicules qui sont concernés. Et savoir qu'un aussi grand groupe a réussi à échapper à ces tests peut nous amener à penser que ce ne sont pas les seuls dans ce cas... Le montant de l'amende est de 18 milliards \$ (16 milliards d'euros). Mais cette amende pourrait avoir des répercussions sur les salariés avec notamment des

licenciements. Cette affaire nous prouve une fois de plus que les capitalistes préfèrent leurs profits à nos vies, qu'importe les risques encourus. Avec ce scandale, on peut maintenant avoir envie de fouiller un peu plus la politique des Etats, se demander quels sont les tests pratiqués, les niveaux tolérés, les éventuelles complicités que peuvent avoir les Etats... Et une fois de plus, ça vient renforcer l'idée qu'il serait nécessaire que ces tests soient faits par les salariés; de même que l'ensemble de la production devrait être faite sous le contrôle des travailleurs.

Ce scandale est une bonne occasion pour certains de nourrir

une prétendue opposition entre « bons capitalistes français » et « méchants allemand... », plutôt que de mettre en lumière l'opposition réelle des intérêts des patrons face à ceux des salariés.

De plus, peu avant la COP21, alors que les Etats s'indignent hypocritement et se mettent prétendument en branle sur la question climatique, il est utile de souligner le lien entre ces mêmes Etats et les grands groupes capitalistes qui, comme Volkswagen, sont les véritables responsables des pollutions.

Anaïs (Le Mans)

LES CAPITALISTES SÈMENT LA GUERRE ET LA MISÈRE

Défendre les droits des femmes, protéger les minorités religieuses, diffuser la démocratie... les prétextes ne manquent pas aux capitalistes et à leurs gouvernements pour s'en aller en guerre.

Après le Mali en 2014, c'est en Syrie que François Hollande prévoit d'envoyer l'armée française. Comme si les dernières interventions dans la région n'avaient pas largement montré leur inutilité... Pire, les conséquences pour les peuples ont été désastreuses : augmentation de la pauvreté, déplacements de population, renforcements de groupes réactionnaires, et démantèlement des quelques organisations du mouvement ouvrier existantes, etc.

François Hollande n'en a que faire, ces interventions militaires n'ont qu'un seul but : défendre des intérêts économiques dans une région stratégique. Depuis des décennies, les différents pays impérialistes luttent pour avoir l'accès et le contrôle des richesses naturelles du Moyen Orient. La Syrie, mais aussi l'Irak et la Lybie comptent parmi les plus gros producteurs de pétrole et de gaz. L'exploitation de ces ressources à très faible coût par des multinationales occidentales (Total pour la France, Gazprom pour la Russie, par exemple) a été remise en question par l'instabilité politique en cours dans la région. L'émergence et le renforcement de l'Etat islamique la menace encore un peu plus.

En prétendant lutter contre les jihadistes, le gouvernement français défend en fait les intérêts des capitalistes français, en concurrence avec les capitalistes américains ou encore russes. Nommons l'intervention qui se prépare pour ce qu'elle est : une intervention impérialiste qui cherche à assoir la domination économique de la France au Moyen-Orient.

Dans cette situation, soutenons les jeunes et les travailleur-se-s opprimés par l'Etat islamique et bombardés par les impérialistes !

La guerre : un secteur économique lucratif

4e C'est la place de la France dans les exportateurs mondiaux de matériel d'armement à travers des entreprises comme Airbus, Renault et le bien connu Dassault.

647 millions d'euros ont été dépensé pour la guerre au Mali, c'est à dire pour défendre les intérêts des multinationales françaises présentes sur places.

18 milliards montant des ventes d'armements venant d'entreprises françaises... La guerre ça rapporte !

...mais pas pour les pays dominés

5% c'est la part de l'uranium dans les recettes dans le budget de l'Etat nigérian, même s'il est le plus producteur. À croire qu'Areva et la France ne veulent pas partager !

L'uranium et le pétrole : ressources au cœur de l'appétit des puissances impérialistes

Récemment, nos puissances impérialistes ont fait le choix d'intervenir militairement en Syrie, ajoutant au chaos du chaos. L'enjeu officiel est de protéger les populations locales et d'assurer la sécurité des populations locales et internationales face à la menace de l'Etat islamique. Mais les réalités sont toutes autres. Ces guerres servent à assoir leurs intérêts économiques afin de réaffirmer leurs assises géopolitiques face aux nouvelles puissances impérialistes comme la Chine.

La guerre en Syrie s'inscrit dans toute une série de guerres d'intérêt dans le Proche et le Moyen Orient. Depuis la Première Guerre mondiale, les conflits « régionaux » à caractère inter-impérialiste n'ont jamais cessé. Source convoitée de matières premières, cette région est l'un des lieux d'affrontement privilégiés entre les grandes puissances impérialistes. Tout comme cette zone géographique, l'Afrique fait aussi l'objet de l'avidité de nos puissances, surtout pour la France.

La Libye : la guerre du pétrole

Encore une fois, la raison de l'intervention de la France en 2011 n'était aucunement la défense du peuple libyen opprimé par MouammarKadhafi mais bel et bien les ressources pétrolières du pays.

Ce qui se déroule aujourd'hui en Iraq, en Libye ou en Syrie est la conséquence de la politique impérialiste, politique qui n'arrive pas à stabiliser la situation et à contrôler l'activité des forces réactionnaires dans la région qui se disputent encore l'exploitation des hydrocarbures et de l'or noir. Après leur intervention en Libye, l'ancien président Nicolas Sarkozy aurait demandé une grosse compensation financière pour les firmes françaises, allant jusqu'à 35 % du pétrole libyen pour avoir soutenu les révolutionnaires. Malgré les démentis, la nouvelle compagnie pétrolière créée par les révolutionnaires avec l'appui de l'OTAN n'a pas caché que le futur gouvernement s'apprête à renégocier les contrats d'exploitation des gisements

au bénéfice des puissances occidentales qui ont appuyé l'intervention, à commencer par Total (France), Eni (Italie), BP (Grande-Bretagne) et Marathon Oil Corp. (États-Unis). Cette redéfinition de la carte pétrolière et gazière risque de se faire au détriment des autres firmes n'ayant pas soutenu l'intervention comme l'Italie, la Chine ou le Brésil.

Kadhafi disait lors d'une visite au Mali « le nord du Mali est très riche en ressources minières. Si vous ne prenez pas garde, un jour, les occidentaux vont venir s'installer définitivement pour exploiter vos ressources ». Il semblerait que le dictateur avait raison.

Le Mali : la réaffirmation TOTALE des intérêts économiques français

L'Afrique est depuis bien longtemps sous la domination néo coloniale de la France. Mais avec la venue de nouvelles puissances impérialistes américaine, russe, chinoise dans la région, les firmes Total et Areva ont vu leurs intérêts menacés. La France avait alors d'énormes enjeux à intervenir militairement dans le Nord du Mali lors du conflit avec Boko Haram. Notamment pour sécuriser l'approvisionnement des centrales françaises en uranium, ce dernier étant extrait dans les mines du nord du Niger, zone désertique près du Mali. La France ne pouvait alors se permettre une étendue du conflit au Niger (4e producteur mondial en uranium) dont Areva détient une bonne part des droits d'exploitation.

Fatou (Paris 1)



L'Etat Islamique, le bébé de l'impérialisme !

Depuis maintenant plus d'un an, tous les médias et hommes politiques parlent de l'Etat Islamique (EI) et du danger qu'il représente. Cependant, pour mieux appréhender cette question, il convient de revenir aux origines de l'EI, d'expliquer comment et dans quelles conditions il a réussi à émerger et à s'amplifier afin d'aboutir à des solutions pour combattre ce genre de forces réactionnaires.

Une zone dévastée par l'impérialisme

L'EI est né en Irak, qui est la 4^e réserve de pétrole au monde et fait donc l'effet de beaucoup de convoitise. L'histoire de l'Irak est constituée des interventions continues (qu'elles soient militaires ou politiques) des grandes puissances occidentales, pour avoir le contrôle sur le pétrole et la richesse qu'il représente. Ainsi les grandes états unis ont soutenu le coup d'état de Saddam Hussein (financièrement et militairement), et leurs multiples interventions militaires ont contribué à créer un pays détruit politiquement et économiquement.

L'apparition de l'Ei...

Face à ça la résistance armée composée de partis religieux et de forces réactionnaires a commencé à s'organiser nourrie par des intérêts propres et la volonté de faire partir les armées américaines. En 2011 les mouvements d'ampleur des jeunes et des travailleurs que l'on a appelé « printemps arabe » ont représenté un danger bien plus

grand pour les capitalistes, et tous ceux qui se sont mobilisés pour défendre leurs droits, ont subi une répression sans précédent, et se sont fait massacrer. Les capitalistes commencent donc à perdre le contrôle de cette région qui est pour eux en enjeu économique essentiel, et font donc le choix d'armée et de financer les forces réactionnaires et nationalistes qui deviendront plus tard l'EI, pour détruire les mouvements populaires.

...qui se nourrit de la guerre et du désespoir

L'EI a pu utiliser la frustration et le désespoir des peuples pour augmenter son influence, et les financements directs ou indirects des puissances européennes et américaines pour s'armer. Sa progression est quant à elle due à l'instabilité politique des pays alentours comme la Syrie, instabilité elle-même causée par les interventions impérialistes de nos gouvernements. La meilleure façon de combattre ces forces réactionnaires et donc de combattre nos propres gouvernements qui leur permettent d'émerger, de s'armer et de s'amplifier, mais aussi de soutenir tout mouvement des jeunes et des travailleurs qui pourrait émerger dans ces pays là, seul capable de mettre à bas le capitalisme et ses conséquences. Plus que jamais nous devons lutter contre cette société avec une ligne politique claire : communiste, internationaliste et révolutionnaire.

Elodie (Nanterre)

De Suruc à Gaza, de Kobané à Ramallah

SOLIDARITÉ AVEC LES PEUPLES EN LUTTE !

PALESTINE VIVRA PALESTINE VAINCRA

Au cours des dernières semaines, le conflit israélo-palestinien est revenu sur le devant de la scène de l'actualité internationale. Alors que les responsables politiques et les médias cherchent à faire des affrontements en cours le fruit d'un conflit héréditaire et religieux, et tendent à mettre sur le même plan la violence de la résistance palestinienne avec les agissements ignobles de l'état colonial d'Israël, la réalité apparaît toute autre. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : depuis le début du mois d'octobre, ce sont plus de 200 palestiniens qui ont été tués par des balles israéliennes. 1300 palestiniens ont également été blessés. Une jeune femme et sa petite fille de deux ans ont été tuées sous les bombardements israéliens. Pourtant, c'est systématiquement la « violence palestinienne » qui est dénoncée par les politiciens de tout bord qui ne cessent de s'inquiéter d'une troisième intifada. Mais face à la violence d'un état qui maintient tout un peuple dans l'oppression, la résistance palestinienne est plus que jamais légitime.

La colonisation israélienne :

Cela fait maintenant plus d'un an que s'est achevée l'attaque israélienne sur la bande de Gaza qui en juillet 2014 à coup de missiles et d'avions de chasse avait engendré la mort de 2140 palestiniens et des dizaines de milliers de blessés. Cette politique guerrière, combinée à l'occupation des territoires palestiniens sont la réalité quotidienne vécue par la population palestinienne. Pour sortir de la Palestine, pour vivre, pour se déplacer... tout est sous contrôle de l'Etat d'Israël. Celui-ci a une liberté totale pour emprisonner et bombarder comme il le désire. L'accès à l'eau, à l'éducation, à l'électricité est restreint... Aujourd'hui, il existe 500 000 jeunes sans école et il manque près de 100 millions d'euros pour faire fonctionner le peu d'infrastructure qui existe. L'expulsion des palestiniens s'intensifie, dans le cadre d'une politique d'expansion colonialiste de l'Etat israélien. Cette politique est volontaire et est organisée par un « plan d'urbanisation » qui a pour objectif d'étendre les zones de contrôle totale d'Israël en Cisjordanie.

Un régime de terreur contre les palestiniens

À cela s'ajoute l'occupation militaire par l'armée israélienne, « Tsahal », qui peut à tout moment, au nom d'exercices, défoncer les portes d'entrée des maisons et en arrêter les occupants. C'est un régime de terreur que subissent les palestiniens de la part d'Israël. Quand en Israël il existe des sirènes pour prévenir des tirs de roquettes venant de Palestine, qui le plus souvent ne touchent rien, à Gaza la situation est bien différente ! Il n'y a ni sirènes, ni bunkers. Cette peur perpétuelle est une stratégie de l'Etat israélien qui bombarde et tue des civils volontairement. Même s'il justifie ses frappes en expliquant qu'il s'agit d'entrepôt d'arme, les bombardements servent pour Israël à asseoir sa domination et faire taire le peuple palestinien.

Une résistance légitime des palestiniens !

Dans une telle situation, la résistance du peuple palestinien est largement légitime ! Les médias parlent d'« Intifada des couteaux ». Intifada signifie soulèvement et fait référence aux deux derniers mouvements de résistance qui se sont déroulés en Palestine. La nature de la résistance palestinienne est multiple, même si les actions de jets de pierre ou d'attaques physiques sont mises en avant. L'année dernière, lors des frappes militaires, ce sont des manifestations massives de la jeunesse cisjordanienne qui s'en sont pris aux check-points israéliens mais aussi à l'autorité palestinienne qui cherchait à empêcher les mobilisations.

Dans cette situation, la jeunesse a un rôle central. Parce qu'elle en a assez de vivre dans cette situation, elle se soulève et remet aussi en cause l'autorité palestinienne qui cherche, de plus en plus, à museler toute forme de contestation. Ainsi des étudiants ont été arrêtés et interrogés par l'AP car ils remettaient en cause sa politique vis à vis d'Israël. Lors des dernières élections étudiantes, c'est le Hamas qui est arrivé en tête. Bien que posant de nombreux problèmes politiques de par son côté réactionnaire sur de nombreuses questions, ce vote montre une volonté de la jeunesse à résister face à l'Etat d'Israël.

A bas l'Etat d'Israël

Il n'y aura pas de solution ou de paix durable tant que l'Etat

d'Israël sera en place. La solution à deux états n'est qu'une illusion sur le poids du droit international. Comment penser que les institutions internationales, qui ne font déjà rien et sont complices des agissements d'Israël pourraient s'opposer aux volontés guerrière de l'Etat d'Israël ? Croire que l'existence d'un Etat palestinien freinerait Israël est aussi illusoire : il s'agirait d'un Etat qui ne posséderait rien face à la plus grande puissance militaire de la région. Ce qu'il faut, c'est un démantèlement complet de cet Etat qui n'est qu'un Etat terroriste dont la nature profonde ne changera pas et dont il faut poser la nécessité de le renverser ! La solution viendra, là aussi, des jeunes et des travailleurs.

Hermann (Nanterre)



Solidarité avec la résistance Kurde

Les combattants kurdes s'avèrent être parmi les forces armées les plus efficaces face au groupe Etat islamique (EI) en Syrie et en Irak depuis que l'organisation proclamé un « califat » à cheval entre les deux pays. Ils résistent et incarnent en plus dans la région une résistance à l'Etat Turc et Daesh. Ils ont été les seuls à s'opposer à l'avancé des troupes réactionnaires de l'Etat Islamique quand les forces des Etats fuyaient. Il faut noter aussi le rôle important des femmes dans l'armée Kurdes et leur capacité à s'opposer à Daesh.

Kobané est devenu le symbole de cette résistance en étant la ville où les affrontements ont été les plus violents et les plus acharnés.

La résistance du peuple Kurde contre l'Etat islamique :

La détermination et le courage des combattants et combattantes du PYD (Parti de l'Union Démocratique) et du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), d'abord dans la zone des monts Sinjar en Irak, où ils ont sauvé d'un massacre presque certain des dizaines de milliers de yézidis et de chrétiens, puis dans la défense de Kobané, assiégée par des forces djihadistes largement supérieures et bloquée de l'autre côté de la frontière par les chars turcs. Malgré un armement rudimentaire, ils se sont montrés les seuls capables de stopper Daech sur le terrain.

Ce faisant, ils ont gagné à leur cause l'opinion publique internationale

et rendu intenable, pour les Etats-Unis qui au même moment bombardaient en Irak et ailleurs en Syrie, le fait de continuer à ne rien faire. Autre chose étant les appels du PYD et du PKK à une collaboration militaire renforcée, voire à une alliance durable avec Washington et l'Occident pour défaire Daech, une démarche qui in fine affaiblira le mouvement national kurde

Il reste que leur résistance militaire et leur percée sur la scène politique ont replacé comme jamais la question kurde au centre de l'attention. Trahis par les puissances occidentales lors de la conférence de Lausanne de 1923, les Kurdes avaient alors été divisés entre quatre Etats (ou à l'époque, protectorats impérialistes britannique et français), Turquie, Syrie, Irak et Iran. Les Kurdes sont avec les Palestiniens le grand peuple sacrifié du Moyen-Orient. Depuis des dizaines d'années, ils ne cessent de réclamer leur autodétermination et de combattre les régimes en place – non sans que ces derniers aient utilisé, les uns contre les autres, les lignes de division nationales et politiques existant entre les différents guérillas.

Contre Erdogan et l'Etat Turc :

Une partie du peuple Kurde est située en Turquie et est très souvent victime de la répression de l'Etat, menée de manière ultra-violente par le président Erdogan. Les arrestations, les violences

physiques et les meurtres sont monnaies courantes contre les Kurdes. Cette situation a été à son paroxysme lorsque l'armée s'est mise à bombarder les combattants de Kobané et non l'Etat Islamique comme ils le prétendaient. Dernièrement, c'est l'attentat qui a eu lieu le 10 octobre contre une manifestation en faveur de la paix où l'Etat Turc a volontairement bloqué les secours et attisé un climat de tension pour qu'une telle tragédie arrive ; peu avant des élections où le parti d'Erdogan risque d'être bousculé !

Pour l'Etat Turc, la répression contre le mouvement kurde est central puisqu'il représente la principale force d'opposition à sa politique avec le parti de gauche Kurde, le HDP. Il utilise alors tous les moyens possibles : police, services secrets, groupes fascistes... Mais aussi plus généralement contre toutes les formes du mouvement ouvrier.

Pour nous, il est important de soutenir la résistance du peuple Kurde contre l'Etat Islamique et contre l'Etat Turc. Il faut défendre le droit à l'auto-détermination pour les Kurdes et le droit de se structurer politiquement comme il le souhaite. Pour autant, il ne faut pas se leurrer ; pour que cela arrive il faudra une mobilisation de masse des jeunes et des salariés contre les Etats de la zone mais aussi contre les Etats impérialistes.

Krebbs (Nanterre)

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE : comment l'arrêter ?

Au début du mois de décembre, va se dérouler la COP 21 – comprendre la conférence des Nations Unies sur les changements climatiques. Une réunion des plus grands dirigeants du monde pour chercher à trouver des solutions face au réchauffement global de la planète ! Bien entendu, tout cela n'est que fantoche quand on regarde le bilan des dernières conférences internationales, et qu'on voit qui les organise... Les invités ou les « mécènes » sont quelques peu connus : Nissan, BPN, Air France, EDF, ERDF... des entreprises qui n'ont bien entendu rien à voir avec le réchauffement climatique !

Aujourd'hui, les différents gouvernements, les patrons des grandes entreprises, les scientifiques...en réalité toute la population est d'accord pour dire que nous connaissons une crise écologique sans précédent. Par contre, il n'y a pas d'accord pour en expliquer les raisons, et les solutions que nous pouvons y apporter. Les sommets sur la crise climatique se sont multipliés, mais aucun n'a pu endiguer la destruction de la planète.

Le capitalisme responsable du réchauffement global :

Lors de ces 50 dernières années, la vitesse moyenne du réchauffement climatique a doublé par rapport aux vitesses observées au cours de ces derniers siècles.

Cette situation qui a commencé au XXe siècle, est directement liée à l'activité humaine, au travers des rejets de gaz de l'industrie, de l'agriculture et des transports. L'évolution vient de la teneur en gaz à effet de serre présents dans l'atmosphère, liée à la combustion massive de carbone fossilisé (charbon, pétrole par exemple) qui entraîne une hausse de la concentration de ces dits gaz, et par conséquent une augmentation de la température.

Le fonctionnement du capitalisme est complètement anarchique dans sa production mais aussi dans la manière de transporter les humains ou les marchandises. Les différentes compagnies font les mêmes trajets sans pour autant être complètement chargés...Ce qui augmente l'émission de gaz à effet de serre.

Le fonctionnement du capitalisme est complètement anarchique dans sa production mais aussi dans la manière de transporter les humains ou les marchandises. Les différentes compagnies font les mêmes trajets sans pour autant être complètement chargés...Ce qui augmente l'émission de gaz à effet de serre.

Les conséquences du réchauffement :

Les conséquences de ce réchauffement sont visibles à l'œil nu : fonte des glaces, de la banquise, élévation du niveau de la mer, augmentation de la sécheresse ou des précipitations en fonction des endroits du globe. La multiplication des épisodes de précipitations diluviennes ou des ouragans a un lien direct avec le changement climatique.

Dans ces catastrophes, il y a bien entendu des différences de classes. Les plus précaires

n'ont pas les moyens d'habiter dans des logements sécurisés pour ces événements, et parfois sont même obligés de vivre dans des zones qui sont connues pour être sujettes à ces catastrophes. Les budgets publics sont plus appliqués à l'armée ou à sauver les grandes entreprises plutôt que de permettre la construction de logement sécurisé ou au déplacement massive des habitants de ces zones. L'exemple des inondations de la Nouvelle-Orléans aux États-Unis en 2005 par l'ouragan Katrina en est un bon révélateur. Au cœur de la plus grande puissance mondiale, les autorités ont laissé pourrir la situation dans les quartiers les plus pauvres en n'apportant aucune aide aux dizaines de milliers de sinistrés, trop pauvres pour fuir la ville avec leurs affaires. Au même moment des hélicoptères avec les dernières avancées technologiques envahissaient l'Irak. Imaginons maintenant le sort qui est réservé aux populations du Bangladesh qui, avec le réchauffement climatique, seront complètement submergées par la montée des eaux.

Face à l'arnaque du capitalisme vert, notre perspective c'est le communisme pour sauver la planète.

Cela fait plusieurs années que nous connaissons les raisons du réchauffement climatique et la nécessité de réagir rapidement pour ne pas arriver au point de non-retour qui s'approche dangereusement. Les gouvernements et les grandes entreprises multiplient les décisions, les protocoles... à l'image du sommet qui se déroule à Paris en novembre 2015. Pourtant rien n'a jamais émergé de ces sommets hormis du vent ou des moyens de se faire encore plus d'argent pour les grandes entreprises. Lors d'une de ces conférences, ils ont ouvert le marché du « droit à polluer » : c'est à dire que les entreprises peuvent racheter des bons d'émissions de gaz à effet de serre pour continuer à produire et polluer plus !

La classe ouvrière et les jeunes ne peuvent pas faire confiance aux capitalistes et aux gouvernements à leur service pour espérer changer leur système. Il faut arracher à ces requins assoiffés de profits des secteurs aussi importants

que l'énergie, les transports ou les industries.

Pour éviter un réchauffement trop important il faudra par exemple développer les énergies renouvelables. Aujourd'hui elles sont dans les mains des grandes entreprises qui sont largement responsables du réchauffement global et qui n'ont aucun intérêt à réellement développer ce secteur. Un des établissements qui dépose le plus de brevets sur les questions énergétiques est l'IFPEN, dont le conseil d'administration est composé, pour la moitié de ses membres, de Total, EDF, PSA, Renault... Il est vital d'exproprier ces entreprises et de les mettre sous le contrôle populaire, c'est notre seule chance d'avoir un avenir.

Les salariés et la population pourraient s'emparer de l'économie et la faire tourner au service de la satisfaction des besoins sociaux tout en respectant les équilibres de la planète : en produisant en fonction des besoins réels et non d'un profit imaginaire.

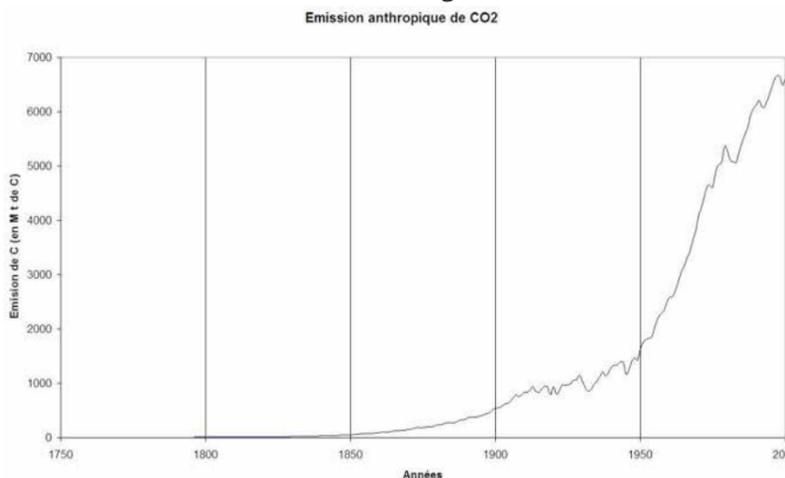
La perspective que nous proposons c'est le communisme, une société dans laquelle la production répondrait aux besoins de la population, ni plus ni moins. Une telle société ne pourrait émerger que si l'ensemble des secteurs productifs de la société passait sous le contrôle des travailleurs : des voitures, aux allumettes.

Pour cela, il faut remettre en cause la propriété privée des capitalistes et appliquer une propriété collective des salariés sur leur outil de travail.

Une seule solution, révolution!

Pour mettre ces mesures en place et à terme, construire une nouvelle société débarrassée de l'exploitation et qui respecte les ressources, il faudra faire converger toutes nos luttes anticapitalistes. Les patrons et les gouvernements à leur service sont prêts à tout pour défendre leurs profits, notre force c'est le mouvement massif des jeunes et des travailleurs, c'est la révolution. D'ailleurs la question écologique n'était pas complètement étrangère aux révolutions qui se sont déclenchées au nord de l'Afrique à partir de 2011. En Syrie on estime par exemple que les sécheresses répétées dans les campagnes, liées au réchauffement climatique, ont été l'un des facteurs déclencheurs qui ont conduit des centaines de milliers de paysans à se désolidariser du régime de Bashar Al Assad. Ainsi les effets néfastes du capitalisme sur l'environnement se couplent avec l'exploitation féroce qu'il impose aux populations. Aujourd'hui il faut ouvrir des brèches dans toute la société, de Notre Dame des landes à la lutte des travailleurs de chez Air France, jusqu'à la manifestation contre le sommet de la cop 21, en expliquant que les capitalistes sont incapables de gérer cette société et qu'un jour ou l'autre, les travailleurs devront en prendre le contrôle. C'est en développement un tel courant révolutionnaire de pensée et d'action que les prochaines révolutions pourront déboucher sur une nouvelle société qui prenne en compte la question écologique.

Hermann (Nanterre)



Depuis plusieurs mois, les clips du gouvernement en prévision de COP 21 se multiplient pour chercher à culpabiliser la majorité de la population qui serait responsable, selon lui, de cette situation. Pourtant, ce ne sont pas les salariés, les chômeurs, ni les jeunes qui décident de comment fonctionne cette société. Le gouvernement Hollande ne s'est d'ailleurs pas privé de nous le rappeler en envoyant les CRS à Notre-Dames-des-Landes lorsque des milliers de personnes ont tenté de s'opposer à la construction d'un aéroport par la multinationale Vinci. Ce sont les capitalistes qui contrôlent les moyens de productions, et c'est leur système qui est responsable de la situation en organisant la concurrence généralisée entre grands groupes dans l'objectif d'accumuler un maximum de profits. L'aboutissement de cette logique conduit chaque capitaliste à produire en quantité énorme pour faire des économies et tenter de conquérir 100% du marché (ce qui est impossible), entraînant une surproduction

Retour sur l'expérience des luttes de sans fac en France: des bilans pour nos prochaines luttes !

La rentrée universitaire a été marquée par une multiplication des refus d'inscription, un recensement syndical a fait état de 7000 « sans-facs » partout en France. Cette situation résulte de la mise en place de quotas à l'entrée d'un grand nombre de filières pour répondre aux baisses de budgets, alors que le nombre d'étudiants est en hausse avec l'arrivée des générations du baby-boom des années 90 et 2000. Face à cette situation, des mobilisations d'étudiants « sans-facs » ont eu lieu dans beaucoup d'universités comme à Nanterre, Paris 1, Toulouse Le Mirail ou Lille 3 pour imposer le droit à l'éducation pour tous.

Les « sans-facs » ripostent !

À Nanterre, dès le mois de juillet, une assemblée générale a réuni une cinquantaine d'étudiants refusés d'inscription qui se sont ensuite dirigés sous les fenêtres de la direction en chantant : « étudier est un droit et pas un privilège ». En septembre, la lutte a repris et s'est propagée dans d'autres universités, comme à Lille 3, où il n'y avait pas eu de mobilisation de « sans-facs » depuis plusieurs

années. Mais avec l'aide de militants syndicaux combattifs, un groupe de « sans-facs » a réussi à organiser deux manifestations dans l'université qui ont réuni une cinquantaine de personnes. À Paris 1, un noyau militant d'une vingtaine d'étudiants s'est aussi réuni et a organisé collages, prises de paroles et rassemblements pour imposer leurs inscriptions.

Regrouper les noyaux mobilisés et chercher à étendre la mobilisation.

Face à l'attitude intransigeante des universités qui n'ont accepté que quelques dossiers au compte-gouttes, les étudiants mobilisés ont cherché à frapper plus fort pour imposer leur inscription. Les assemblées générales de sans-facs à Paris 1 et Nanterre se sont regroupées dans une manifestation commune devant le ministère de l'enseignement supérieur pour additionner leurs forces. Cette initiative a permis de poser la question du regroupement des noyaux mobilisés en région parisienne, même si elle a sans doute été appelée trop tard pour mobiliser massivement. Il faut aussi noter l'attitude

désastreuse de la direction de l'UNEF qui a refusé de soutenir le rassemblement appelé par les étudiants auto-organisés, pour finalement appeler à son propre rassemblement une semaine plus tard. Les sans-facs de Lille 3 ont eu une politique volontariste en direction des étudiants déjà inscrits en cherchant à élargir leurs revendications à la question des TDs surchargés.

Les sans facs montrent le chemin à suivre.

Le bilan de ces mobilisations est positif : dans certaines facs comme à Toulouse Le Mirail, la direction a été obligée d'inscrire pratiquement l'ensemble des étudiants mobilisés, par peur de contagion de la révolte. Ailleurs, les sans-facs ont montré que face aux attaques du gouvernement, les étudiants devaient réagir. Il faut maintenant suivre leur exemple pour refuser la dégradation de nos conditions d'étude, les TDs surchargés, les fermetures de filières etc...

Mathias Dhelil (Lille)

Du budget en plus ?

En faite non !

Les universités sont au bord de l'explosion, avec les problèmes budgétaires, la colère se renforce chez les étudiants, les profs et les personnels. Le gouvernement le sait et pour éviter une explosion sociale, il multiplie les effets d'annonces. Au début d'année, il a promis une augmentation de 165 millions d'€ du budget de l'enseignement supérieur. Cette somme correspond pour une partie aux 100 millions d'euros qu'il avait ponctionné l'année dernière sur les fonds de roulement des universités. Et pour les 65 millions restants, ils ne permettront pas de créer un poste de plus car les directions d'université ont déjà annoncé qu'elles utiliseront cet argent pour rembourser leur déficit. En effet, le vieillissement du personnel et des enseignants entraîne une augmentation de leur salaire, qui équivaut à 145 millions cette année. Cette somme n'est pas prise en charge par l'Etat, le budget réel des universités va donc baisser de plusieurs dizaines de millions d'euros.



Paris 8 : Nos études valent plus que leurs chemises !

Les galères et la dégradation des conditions d'études à Paris 8 La période de la rentrée universitaire se termine à l'université Vincennes - Saint-Denis sur le constat amer d'une dégradation lente mais assurée de l'enseignement supérieur et de la recherche. Manque de salles, de profs, de créneau horaires, de chaises dans les salles, bref, une ambiance de galère qui s'installe à la fac. Un facteur aggravant pour ce qui est de la sélection sociale cachée de l'université: les taux

d'échec et d'abandon croissants pour les étudiant-e-s salarié-e-s, la disparition des catégories sociales populaires à partir de la 3ème année de licence, la baisse drastique du nombre de femmes à partir du master. Cette pente douce que prend la fac vers une détérioration des diplômes et de l'enseignement, en même temps que sa mise au service du marché du travail fait réfléchir. Du côté de l'UFR 4 de Paris 8, autour du département de sciences po', on se creuse la tête pour déblayer un chemin vers la mobilisation de la

communauté universitaire.

Plus de moyens, pour une université ouverte à toutes et à tous !

C'est par l'organisation des étudiant-e-s en une force capable de se faire entendre que nous pourrions obtenir, du conseil d'administration de la fac comme du ministère, le droit d'étudier quelque soit son origine, et dans de bonnes conditions. Après quelques premiers pas dans la lutte, reste à se convaincre de nos propres forces, et de penser, en positif, une autre université. Une fac pour défendre

nos intérêts et ne pas passer, dans des classes insalubres et bondées, quelques années de galère avant de se retrouver piégés par le chômage et la précarité. Et alors que l'enseignement et la recherche sont de moins en moins financés par l'Etat, que nos études sont soumises aux intérêts privés de dirigeant-e-s d'entreprises qui s'invitent dans nos conseils d'administration, ce sont nos camarades d'Air France qui sont menacé-e-s de licenciements et réprimé-e-s par l'Etat, et c'est bel et bien avec eux-elles qu'il va falloir lutter !

Étudiants en travail social, vers un nouveau round de mobilisation ?

Cela fait maintenant deux ans que les étudiants en travail social se mobilisent sur des problèmes de stages mais aussi contre la casse de la formation.

Il s'agit de formation professionnelle où les stages ont un rôle crucial dans l'apprentissage. Ceux-ci sont censés être gratifiés, c'est à dire rémunérés. Mais les structures ne reçoivent plus assez de budget à cause des politiques d'austérité. Pour elles, il devient impossible de prendre des stagiaires. Ainsi ce sont des centaines d'étudiants qui voient leur formation menacer !

Heureusement le gouvernement est là !

Face à une telle situation, le gouvernement a une astuce: changer les formations ! Avec comme objectif de diminuer les périodes de stages et surtout former des « techniciens sociaux » et non des travailleurs sociaux. Ainsi, il n'y aura plus de spécialisation entre assistance sociale, éducateur spécialisé ou moniteur éducateur... Tout cela sera effectué par la même personne qui devra enchaîner entre les différentes missions... Clairement, c'est le meilleur choix pour mal faire !

Défendre nos formations !

Être travailleur social aujourd'hui, c'est faire face à des usagers qui sont détruit par la société capitaliste. Sans aucune formation, sans aucun suivi... La situation sera encore plus dramatique qu'aujourd'hui !

Correspondant

Echos des comités : contre les expulsions et les frontières

L'espace d'une soirée, les étudiant-e-s de Paris 1 ouvrent les frontières

La soirée du jeudi 8 octobre était un peu inhabituelle à Paris 1: l'amphi L s'est rempli d'une grosse centaine d'étudiant-e-s, et de plusieurs militant-e-s de la cause des migrants sur Paris, en plus de personnes migrantes et sans-papiers venues livrer leur témoignage. Le meeting s'y tenait à l'appel d'un large panel d'organisations politiques et syndicales. C'était le couronnement d'une campagne commencée depuis plusieurs semaines, et qui avait déjà permis l'organisation d'un cortège dynamique d'une soixantaine d'étudiants lors de la manifestation du 4 octobre sur Paris. Plusieurs intervenant-e-s étaient invité-e-s à prendre la parole: une militante de Solidaires étudiant-e-s Paris 1 pour raconter la campagne de solidarité menée sur la fac; Baby, réfugiée et

militante féministe dans la « jungle » de Calais; Adam, migrant et occupant du lycée Quarré à Paris; Ousmane, travailleur et militant sans-papiers en lutte contre les conditions d'exploitation qu'ils subissent; un militant de RUSF Paris 1, pour raconter les galères et les moyens de lutte des étudiant-e-s sans-papiers; et enfin Julien Salingue, qui a permis de redonner un cadre général à cette situation de « crise migratoire », dont nos gouvernements sont complices. Un meeting réussi donc, aussi bien quantitativement que qualitativement, pour rassembler les luttes, rassembler nos cris pour l'ouverture des frontières, et poursuivre le combat sur nos universités pour un militantisme internationaliste et anti-impérialiste. No one is illegal !

Marie, elle étudie ici, elle vit ici, elle reste ici !

Marie est étudiante à l'Université du Maine au Mans depuis 4 ans, et militante à l'UNEF depuis 3 ans. Elle a quitté son pays pour maltraitance et pour subir une opération réparatrice suite à son excision.

Cela fait 4 ans que Marie demande des papiers pour pouvoir vivre et étudier en France mais la préfecture en a décidé autrement et lui a envoyé, cet été, une obligation de quitter le territoire français (OQTF). Alors dès la rentrée, les militants du NPA ainsi que l'équipe syndicale de l'UNEF, ont cherché à regrouper tous les étudiants, lycéens et personnes qui voulaient apporter leur soutien, à se battre pour la régularisation de Marie. Nous avons informé un maximum de monde, en diffusant nos tracts, en intervenant dans les cours, et en faisant signer plus

de 1000 pétitions papiers. Une manifestation a même réunie jusqu'à 300 étudiants, lycéens et soutiens qui ont crié des slogans tels que « A l'université, nous ne sommes pas des français, nous ne sommes pas des migrants, on est tous étudiants ! ». Alors que le gouvernement renforce le contrôle aux frontières et se vante d'expulser plus de sans-papiers que sous Sarkozy, seul la construction du rapport de force dans la rue pourra faire plier la préfecture et le gouvernement. La réponse du tribunal pour Marie tombe le 6 novembre, mais quelle que soit sa décision, nous continuerons à nous battre pour la régularisation de Marie et tous les autres sans papiers !

Yaya Le Mans



Paris Foot Gay est mort ! Vive Paris Foot Gay !

L'association Paris Football Gay, a été créé en 2003 pour lutter principalement contre l'homophobie dans le football, mais aussi contre le racisme et le sexisme. Au cours des années, les joueurs/militants ont mené plusieurs actions afin de faire prendre conscience de la réalité de l'homophobie dans ce sport. Ils ont du ramer à contre courant dans un milieu où l'homophobie est monnaie courante. Ainsi, leur charte contre l'homophobie dans le foot n'a été signé que par 9 clubs sur les 40 clubs de football professionnel en France.

Aujourd'hui, l'association PFG s'arrête après 12 ans d'existence. Le manque de résultats et de soutien, surtout

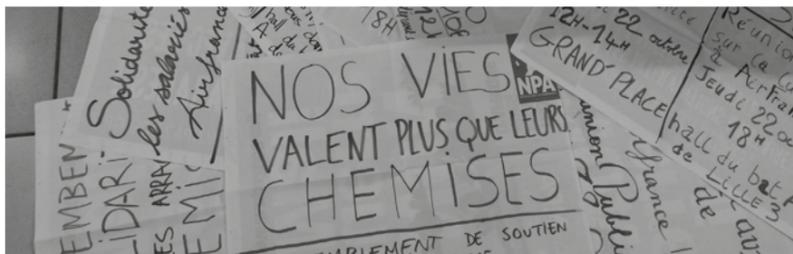
sous le gouvernement Hollande, ont finalement eu raison de la motivation de ses quelques militants. Une première crise avait affecté le PFG en 2013, puisque en raison du peu de réactions des clubs face aux dérives homophobes du milieu du foot, professionnel ou amateur, la plupart des membres de PFG démissionnent. Alors que quelques clubs professionnels se sont engagés à lutter contre les slogans homophobes dans les tribunes, aucune sanction n'est mise en place.

Le football est aujourd'hui un énorme business (business qui a son côté obscur, pour voir cela on n'a qu'à se rappeler les scandales qui éclaboussent le sommet de la FIFA). C'est difficile de penser que les dirigeants qui gèrent

des clubs professionnels comme des gigantesques entreprises capitalistes se soucient un peu de leur image tant que l'argent continue d'entre dans leurs poches. La lutte de Paris Foot Gay a été exemplaire, mais elle a rencontré ses limites dans la volonté de « réformer » le foot. Tant que le football est un business où se joue une compétition qui participe à une pression viriliste pour devenir « le plus fort », incarnée par des insultes homophobes et sexistes, les efforts d'associations comme PFG seront en vain !

À Lille et à Nanterre

SOLIDARITÉ AVEC LES SALARIÉS D'AIR FRANCE



Le rassemblement du 22 octobre en solidarité avec les salariés d'Air France a permis de faire entendre une autre voie que les politiciens « traditionnels » et les patrons.

À Nanterre, nous avons préparé le rassemblement en tenant des tables et en diffusant largement sur l'université le tract jeune d'appel à la mobilisation.

Ce qui est clair c'est que peu d'étudiants ont tenu les mêmes discours que Valls, Hollande, Sarkozy, Le Pen.. Une majorité des étudiants avaient une sympathie pour nos slogans : « Nos vies valent plus que leurs chemises, même si elles coûtent plus cher que les nôtres ». Certains étudiants ont même laissé leur contact pour être tenu au courant des suites et continuer les discussions.

Nous avons largement affiché sur l'université et même fait une banderole avec une chemise, qui promis n'appartient pas à un DRH ou à un PDG... On aurait pris celle du président de l'université !

Le rassemblement à Paris était très dynamique avec une présence de nombreux secteurs combattifs et un écho important pour les idées des révolutionnaires !

Maintenant, nous donnons rendez-vous le 2 décembre à Bobigny contre la répression des salariés d'Air France !

A l'université de Lille 3 nous avons constaté que la lutte des salariés d'Air France est largement populaire chez les étudiants.

Des l'annonce d'un rassemblement de solidarité avec les salariés réprimés, le comité jeunes NPA de Lille a décidé de mener une grande campagne sur la fac pour informer les étudiants de la lutte en cours et expliquer que le gouvernement cherché à faire un exemple contre toutes les résistances en s'attaquant aux travailleurs de chez Air France. La fac a été recouverte d'affiches en solidarité qui exprimaient un ressentit générale face à l'offensive des medias et des politiques.

On pouvait y lire « Pour eux la crise c'est perdre une chemise (de la valeur d'un SMIC) » ou encore « Nos vies valent plus que leurs chemises », on peut aussi noter l'accueil très chaleureux des étudiants qui ont applaudit chacune des interventions en début de cours pour appeler aux rassemblements.

Le rassemblement a finalement réuni entre 250 et 300 salariés et jeunes devant la boutique d'Air France dans une ambiance très combative. Une initiative et une campagne qui doivent en appeler d'autres pour organiser la lutte contre la répression et pour faire converger nos mobilisations vers un tous ensemble.



#45 - Novembre -2015

www.npa2009.org
jeunes.npa2009.org
contact-jeunes@npa2009.org



L'étincelle anticapitaliste Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution

Revue publiée par le secteur jeunes du Nouveau Parti Anticapitaliste
Directeur de publication :
Impression : Rotographie - Montreuil.
Numéro ISSN : en cours.
Numéro de commission paritaire : en cours.
Tirage : 1000 exemplaires.



La Belle Saison, Catherine Corsini, 2015

« Ensemble on nous opprime les femmes, ensemble révoltons nous ! »



1971, à Paris, une féministe parisienne, Carole, rencontre Delphine, fille d'agricultrice. Carole et Delphine tombent amoureuses et vivent ensemble, avec d'autres militantes, la lutte pour l'émancipation des femmes, mais aussi les difficultés à pouvoir assumer leur homosexualité.

Les scènes de luttes collectives peinent par moment à retranscrire la véritable substance de l'époque et tendent à passer très vite. Mais on ne peut véritablement le reprocher à la réalisatrice car elle fait clairement le choix de se concentrer sur l'histoire d'amour entre Carole et Delphine, très touchante et très bien filmée, plutôt que sur le portrait collectif. Cependant, elle aborde tout de même les questions du droit des femmes à disposer de leur corps, de l'auto organisation des femmes, mais aussi de la place des lesbiennes dans les luttes féministes des années 70.

Outre les avancées évoquées en toile de fond, sur la liberté de parole ou la contraception, le scénario se concentre aussi sur les inégalités dans le monde du

travail, le choix d'un personnage travaillant dans une ferme n'étant pas anodin.

A l'heure où le droit à l'avortement ainsi que celui de disposer librement de son corps et de sa sexualité sont sans cesse remis en question, La Belle Saison est un film utile et combatif, qui fait du bien. Il nous rappelle que les droits des femmes, hétéros ou lesbiennes, ont été obtenus par des luttes et qu'il faudra continuer à lutter pour les préserver et en obtenir de nouveaux.

Enfin, un film militant sur les femmes, réalisé par une femme, avec une romance lesbienne comme sujet principal, c'est suffisamment rare pour être salué, et surtout pour courir le voir au cinéma !

Abonnez-vous ! Prenez contact !

Nom Adresse Ville
Prénom Tél
Statut : Code postal e-mail

Envoyez à NPA Jeunes, 2, rue Richard Lenoir, 93 100 Montreuil
contact-jeunes@npa2009.org // Rédaction : etincelle.anticapitaliste@gmail.com
jeunes.npa2009.org // 01 48 70 42 30

- Je veux m'abonner au journal pour un an (à partir du numéro....) (joindre un chèque de 10 € à l'ordre de NPA Jeunes)
- Je désire prendre contact avec les Jeunes du NPA